



Contrefiche  
No 4 a

## **Chantage aux 80 logements : gardons notre sang-froid !**

### **80 logements : peu rentable pour tout promoteur !**

Dans sa conférence de presse d'hier, St-Blaise bouge a jeté une de ses dernières cartes : celle du chantage aux 80 unités d'habitation mitoyennes! Cette solution est en fait démodée et aucun promoteur ne s'engagera dans un tel projet invendable, sinon ce serait fait depuis longtemps.

### **De l'aveu du Conseil communal 80 logements, chers, très chers pour le contribuable !**

On peut lire sur le site internet de la Commune :

« Si les 80 unités d'habitation étaient construites, les routes d'accès et différentes adaptations à la hausse des équipements et infrastructures du village devraient être revues à la hausse. La circulation dans le quartier des Rochettes par exemple serait en forte augmentation, exigeant une adaptation de la route beaucoup plus importante »

Les coûts liés à l'équipement comprennent également d'importants frais juridiques pour la modification du plan d'alignement, les expropriations et le traitement de toutes les oppositions qui sans aucun doute ne manqueront pas de s'ajouter au dossier.

### **Du pain béni pour un retour en zone agricole ?**

Les frais d'équipement et juridiques évoqués ci-dessus seront-ils finalement vraiment inférieurs à l'indemnité pour un retour en zone agricole? Pour répondre à cette question il faut bien sûr sérieusement évaluer les nouveaux coûts d'équipement, mais il faudrait aussi connaître le prix réel de vente de la parcelle au promoteur, que ni les propriétaires ni le Conseil communal n'ont voulu communiquer. Nous doutons que celui-ci ait atteint 12 millions de francs...

En brandissant l'épouvantail de 80 unités d'habitation "St-Blaise bouge" relance de fait la pertinence de la question d'une initiative communale pour un retour de la parcelle des Chauderons en zone agricole, un comble!

### **L'option de construire 80 logements ferait s'éterniser le combat villageois**

Rappelons que le propos de notre référendum n'est plus d'empêcher le projet mais de remettre les bœufs avant la charrue. Nous voulons d'abord créer les conditions-cadre pour que le projet puisse devenir respectueux de l'environnement et de la sécurité des usagers de ses accès avant d'en fixer les grandes lignes.

**Nous voulons le consensus et le retour de la paix dans le village, pas le chantage !**

Le 10 juin, c'est **NON** et **NON** !

